

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers du mois d'octobre 1998

Déficit budgétaire de 0,8 milliard de dollars enregistré en octobre 1998

Un déficit budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été réalisé en octobre 1998, soit une hausse de 0,2 milliard par rapport au déficit de 0,6 milliard enregistré à la même période l'an dernier. Un déficit était prévu pour octobre, en raison de facteurs chronologiques touchant à la fois les recettes et les dépenses de programmes. Ainsi, les recettes sont affectées en octobre par les versements trimestriels au titre du crédit pour taxe sur les produits et services (TPS) en faveur des contribuables à revenu modeste de même que par les procédures de remise visant l'impôt sur le revenu des particuliers et les cotisations d'assurance-emploi. Les dépenses de programmes sont faussées vers la dernière moitié de l'exercice en raison du moment où les paiements sont effectués. De plus, en 1998-99, l'incidence de l'allègement fiscal annoncé dans le budget de 1998 et les initiatives de dépenses touchent principalement la dernière moitié de l'exercice.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont été légèrement inférieures étant donné que la hausse des recettes non fiscales, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, de TPS et d'autres recettes fiscales a été compensée par la baisse des autres composantes des recettes, plus particulièrement les rentrées d'impôt des sociétés et les droits de douane à l'importation.

Les dépenses de programmes ont été majorées de 1,6 p. 100, hausse qui est surtout attribuable à des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation supérieures, à des prestations aux personnes âgées plus élevées et à des paiements accrus aux sociétés d'État. La diminution des subventions et autres transferts a atténué l'incidence de ces augmentations.

Les frais de la dette publique ont progressé de 1 p. 100 en raison d'une faible augmentation du taux d'intérêt réel moyen sur les titres de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : hausse de 1,9 milliard de dollars de l'excédent budgétaire

Pour les sept premiers mois de l'exercice 1998-99 (avril à octobre), l'excédent budgétaire a été estimé à 9,6 milliards de dollars, soit 1,9 milliard de plus que l'excédent de 7,7 milliards enregistré pour la même période l'an dernier.

Les recettes budgétaires ont progressé de 2,7 milliards (3,1 p. 100) et les dépenses de programmes de 0,8 milliard (1,5 p. 100), tandis que les frais de la dette publique sont demeurés les mêmes.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,0 milliards de dollars, soit 5,0 p. 100. Cette hausse résulte de l'augmentation des impôts acquittés lors de la production des déclarations de revenus, conséquence de la vigoureuse progression des revenus pendant l'année d'imposition 1997, et de la croissance soutenue des recettes au chapitre des prélèvements mensuels à même le revenu d'emploi, conséquence de l'accroissement du nombre de travailleurs. Les recettes à ce jour ont été affectées par un virement de 0,3 milliard de dollars aux cotisations d'assurance-emploi, par suite d'un rajustement relatif à l'année d'imposition 1997.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 0,7 milliard, ou 6,9 p. 100, en dépit d'une réduction des bénéficiaires des sociétés au cours des trois premiers trimestres de 1998 par rapport à la même période l'an dernier. Cet écart est principalement imputable aux procédures de remise mensuelle de l'impôt auxquelles sont assujetties les sociétés. Ces dernières doivent verser des acomptes mensuels fondés sur l'impôt qu'elles ont payé l'année précédente ou sur une estimation de l'impôt qu'elles devront payer pour l'année en cours. Elles disposent d'un délai de 60 jours après la fin de leur exercice pour régler toute somme en souffrance. Il en résulte qu'une somme appréciable d'impôt sur le revenu des sociétés est versée en février et en mars, représentant entre 25 et 40 p. 100 des rentrées totales pour l'année dans son ensemble. Les acomptes mensuels pour 1997 étaient dans une large mesure fondés sur l'impôt exigible en 1996. Toutefois, comme l'impôt exigible en 1997 était considérablement plus élevé que celui en 1996, les rentrées au cours de la période de règlement (février et mars 1998) ont augmenté de près de 30 p. 100 par rapport à la période de règlement de 1996. Par conséquent, les acomptes de 1997 ont sous-estimé l'impôt exigible réel pour l'année dans son ensemble, et les acomptes de 1998 ont dû être majorés en fonction de l'impôt exigible en 1997, ce qui explique la vigueur actuelle des rentrées de l'impôt sur le revenu des sociétés.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	octobre		d'avril à octobre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 531	11 522	86 146	88 831
Dépenses de programmes	-8 761	-8 899	-54 528	-55 335
Solde de fonctionnement	2 770	2 623	31 618	33 496
Frais de la dette publique	-3 408	-3 441	-23 904	-23 899
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-638	-818	7 714	9 597
Opérations non budgétaires	1 010	-137	-4 200	-4 931
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	372	-955	3 514	4 666
Opérations de change	677	-297	3 965	5 538
Solde financier net	1 049	-1 252	7 479	10 204
Variation nette des emprunts	1 614	-1 982	-11 405	-18 406
Variation nette de l'encaisse	2 663	-3 234	-3 926	-8 202

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 1,9 p. 100, en raison de la baisse des taux de cotisation. Le taux de cotisation des employés est passé de 2,90 dollars à 2,70 dollars par 100 dollars de gains assurables entre 1997 et 1998, et le taux des cotisations patronales a été réduit en conséquence. Le transfert des moins-payés visant l'année d'imposition 1997 a compensé en partie l'incidence de la réduction des taux de cotisation.
- Les rentrées nettes de TPS ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 2,0 p. 100. Les rentrées mensuelles à ce jour ont été extrêmement erratiques, en raison surtout du moment des remboursements. Les rentrées brutes ont grimpé de 5,4 p. 100 au cours des sept premiers mois de 1998-99, ce qui est conforme à la croissance de la demande des consommateurs. Toutefois, les remboursements ont augmenté de 9,6 p. 100, ce qui a réduit la hausse des recettes nettes.
- Les recettes au titre des droits de douane à l'importation ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 8,6 p. 100, l'effet des réductions tarifaires ayant plus que compensé la hausse des importations. Les autres taxes et droits d'accise n'ont affiché aucun changement, la baisse de la taxe sur le transport aérien, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1998, ayant compensé l'accroissement des taxes et des droits sur l'énergie et le tabac.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des placements et d'autres recettes comme

les droits et le produit d'opérations de vente, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 3,2 p. 100.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, augmentation qui est entièrement attribuable à la hausse des prestations aux personnes âgées. Les prestations d'assurance-emploi ont subi une légère baisse attribuable au recul du nombre de prestataires.
- Les principaux paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement ont enregistré une faible hausse, la marge d'augmentation des transferts fiscaux ayant été en grande partie annulée par les recouvrements accrus en vertu du régime des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) n'ont pas changé, car, aux termes de la législation en vigueur, ils ne peuvent tomber sous la barre des 12,5 milliards par exercice, de 1997-98 à 2002-03. Toutefois, les droits prévus par le TCSPS comprennent à la fois des droits en espèces et des transferts de points d'impôt. Compte tenu du plancher des droits en espèces et de la valeur croissante des transferts de points d'impôt, le total des droits en vertu du TCSPS est en hausse.
- Les dépenses de programmes directes, soit l'excédent du total des dépenses de programmes sur les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 2,0 p. 100. Cette composante comprend

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	octobre		d'avril à octobre		variation
	1997	1998	1997-98	1998-99	
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 411	5 450	41 308	43 355	5,0
Impôt sur le revenu des sociétés	1 473	1 353	9 756	10 430	6,9
Autres	190	273	1 389	1 383	-0,4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 074	7 076	52 453	55 168	5,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 382	1 322	11 976	11 744	-1,9
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 706	1 764	11 897	12 133	2,0
Droits de douane à l'importation	348	190	1 618	1 479	-8,6
Autres taxes et droits d'accise	759	706	5 102	5 107	0,1
Total des taxes et droits d'accise	2 813	2 660	18 617	18 719	0,5
Total des recettes fiscales	11 269	11 058	83 046	85 631	3,1
Recettes non fiscales	262	464	3 100	3 200	3,2
Total des recettes budgétaires	11 531	11 522	86 146	88 831	3,1

les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État et les dépenses de fonctionnement et en capital de l'État, y compris au chapitre de la défense. Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 0,1 milliard, hausse dans une large mesure attribuable aux initiatives annoncées dans le budget de février 1998 dans le cadre de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances et à l'augmentation des transferts aux Autochtones. Les paiements aux sociétés d'État sont restés virtuellement les mêmes, tandis que les dépenses de fonctionnement et en capital ont grimpé de 2,8 p. 100.

Les frais de la dette publique n'ont pratiquement pas évolué, car la diminution de l'encours des titres de la dette portant intérêt a été compensée par un accroissement du taux d'intérêt réel moyen sur ces titres.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 4,7 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, laquelle prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment du règlement en espèces. En outre, le solde budgétaire ne comprend que les données d'activités qui ressortissent au contrôle législatif du gouvernement.

Par contraste, les besoins et l'excédent financiers correspondent à l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils englobent les prêts, les placements et les avances,

les comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, les autres comptes à fin déterminée et l'évolution d'autres éléments d'actif ou de passif financiers. Les données en la matière sont inscrites parmi les opérations non budgétaires. Les opérations non budgétaires tiennent compte également du passage de la méthode de la comptabilité d'exercice à celle de la comptabilité de caisse.

Les opérations non budgétaires ont engendré des besoins financiers nets de 4,9 milliards de dollars dans la période d'avril à octobre 1998, comparativement à 4,2 milliards pour la même période un an plus tôt. Cela s'est traduit par un excédent financier (opérations de change exclues) de 4,7 milliards au cours des sept premiers mois de 1998-99, en hausse de 1,2 milliard par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Données cumulées de l'exercice : solde financier net de 10,2 milliards de dollars; emprunts nets en baisse de 18,4 milliards

Les opérations de change englobent toutes les opérations portant sur les réserves de devises au Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de favoriser la bonne marche et la stabilité du marché des changes. Les responsables du Fonds ont pour fonctions d'acheter des devises (soit en vendant des dollars canadiens) lorsque le dollar canadien subit des pressions à la hausse et d'en vendre lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que leur vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises,

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	octobre		d'avril à octobre		variation
	1997	1998	1997-98	1998-99	
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 830	1 928	12 844	13 185	2,7
Prestations d'assurance-emploi	761	747	6 186	6 110	-1,2
Total	2 591	2 675	19 030	19 295	1,4
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	7 292	7 292	0,0
Transferts fiscaux	777	829	5 394	5 527	2,5
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-185	-1 243	-1 305	5,0
Total	1 641	1 686	11 443	11 514	0,6
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	101	27	318	289	-9,1
Affaires étrangères	95	108	811	766	-5,5
Santé	93	91	473	560	18,4
Développement des ressources humaines	168	141	785	979	24,7
Affaires indiennes et du Nord	249	261	2 377	2 451	3,1
Industrie et développement régional	154	140	743	761	2,4
Anciens combattants	115	114	803	795	-1,0
Autres	250	212	1 421	1 195	-15,9
Total	1 225	1 094	7 731	7 796	0,8
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	74	105	522	505	-3,3
Société canadienne d'hypothèques et de logement	167	135	924	1 002	8,4
Autres	58	91	634	581	-8,4
Total	299	331	2 080	2 088	0,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	1 005	966	4 931	4 727	-4,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 000	2 146	9 313	9 915	6,5
Total	3 005	3 112	14 244	14 642	2,8
Total des dépenses directes de programmes	4 529	4 537	24 055	24 526	2,0
Total des dépenses de programmes	8 761	8 899	54 528	55 335	1,5
Frais de la dette publique	3 408	3 441	23 904	23 899	0,0
Total des dépenses budgétaires	12 169	12 340	78 432	79 234	1,0
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 457	5 455	38 204	38 605	1,0

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	octobre		d'avril à octobre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire :				
déficit ou excédent	-638	-818	7 714	9 597
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-118	19	271	750
Autres	-85	-52	-50	-437
Total	-203	-33	221	313
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	164	-447	989	942
Comptes de pension de retraite	318	319	1 336	2 211
Autres	60	35	-214	54
Total	542	-93	2 111	3 207
Autres opérations	671	-11	-6 532	-8 451
Total des opérations non budgétaires	1 010	-137	-4 200	-4 931
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	372	-955	3 514	4 666
Opérations de change	677	-297	3 965	5 538
Solde financier net	1 049	-1 252	7 479	10 204

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	octobre		d'avril à octobre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	1 049	-1 252	7 479	10 204
Augmentation (+) ou diminution (-) des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-2 775	-3 100	7 075	2 931
Obligations d'épargne du Canada	-428	-370	-2 067	-2 486
Bons du Trésor	4 600	800	-15 500	-25 600
Autres	-388	377	-8	919
Total partiel	1 009	-2 293	-10 500	-24 236
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	38	34	794	567
Total	1 047	-2 259	-9 706	-23 669
Payables en devises				
Obligations négociables	438	511	-278	4 388
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	198	-213	-1 026	1 822
Billets du Canada	-69	-21	-395	-947
Total	567	277	-1 699	5 263
Variation totale des emprunts	1 614	-1 982	-11 405	-18 406
Variation de l'encaisse	2 663	-3 234	-3 926	-8 202

La revue financière

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	31 octobre 1998	variation
(en millions de dollars)			
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	8 468	-13 896
Intérêt et dette échue	10 419	11 798	1 379
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	31 183	-12 517
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	119 667	2 210
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	5 147	942
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 926	54
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	130 740	3 206
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	297 514	2 931
Bons du Trésor	112 300	86 700	-25 600
Obligations d'épargne du Canada	29 769	27 849	-1 920
Autres	3 456	4 376	920
Total partiel	440 108	416 439	-23 669
Payable en devises	27 183	32 446	5 263
Total de la dette non échue	467 291	448 885	-18 406
Total de la dette portant intérêt	594 825	579 625	-15 200
Total du passif	638 525	610 808	-27 717
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	3 544	-12 269
Comptes d'opérations de change	28 968	23 430	-5 538
Prêts, placements et avances (net des provisions)	14 036	13 723	-313
Total de l'actif	58 817	40 697	-18 120
Déficit accumulé	579 708	570 111	-9 597

dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influence également les opérations de change.

Compte tenu de tous ces facteurs, les sept premiers mois de 1998-99 ont été marqués par des ressources nettes de 5,5 milliards de dollars des opérations sur devises, comparativement à 4,0 milliards pour la même période un an auparavant.

L'excédent budgétaire de 9,6 milliards de dollars, les besoins nets de 4,9 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et les ressources nettes de 5,5 milliards des

opérations de change se sont traduits par un solde financier net excédentaire de 10,2 milliards dans la période d'avril à octobre 1998, comparativement à 7,5 milliards pour la même période l'exercice précédent.

Le gouvernement s'est prévalu du solde financier net et d'une réduction de 8,2 milliards de dollars des soldes de trésorerie pour rembourser, au cours des sept premiers mois de 1998-99, une tranche de 18,4 milliards de sa dette contractée sur le marché. Les soldes de trésorerie à la fin d'octobre 1998 affichaient 2,1 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Décembre 1998

